

Séance publique du 27 juin 2019

Explication de vote - Compte Administratif 2018

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les conseillers de la Nouvelle-Calédonie,

Le vote du compte administratif, qui ne fait qu'exposer la réalité des recettes et des dépenses constitue un exercice de pure forme indispensable à l'établissement des budgets suivants.

L'Avenir En Confiance votera donc ce compte 2018 car les Calédoniens attendent de nous que les choses avancent et qu'elles avancent vite !

Mais pour autant il nous faut dénoncer ici la situation budgétaire ~~insupportable~~ dont nous héritons

Jamais la situation de nos comptes publics n'aura été aussi périlleuse après quatre ans d'une politique économique et fiscale contreproductive qui a torpillé notre économie.

Si notre budget de reversement, dont on peut rappeler que 80% va vers la Santé au travers de l'Agence Sanitaire et Sociale, a augmenté, c'est parce que nous avons alourdi le poids des impôts indirects supportés par les Calédoniens depuis 2014 sur leur pouvoir d'achat.

En revanche notre budget de répartition, assis sur les taxes directes, comme l'impôt sur les sociétés et l'impôt sur le revenu, a connu une **constante diminution** dramatique qui impacte directement les recettes de toutes les collectivités de notre Ile : les Mairies, les Provinces et le budget propre de la Nouvelle-Calédonie lui-même.

Nos recettes réelles du budget propre ont ainsi chuté de 44 Mds à 39 Mds entre 2016 et 2018.

Dans la même période, nos dépenses réelles n'ont pas été ajustées.

Ce que le gouvernement a supprimé en taillant dans les subventions, il l'a reperdu aussitôt en laissant ses charges de fonctionnement augmenter, comme pour la masse salariale qui a continué à dériver de façon incontrôlée.

Le précédent exécutif a fait le choix de masquer cette situation en allant piocher des recettes exceptionnelles dans les caisses de l'OPT et du Port Autonome.

On a ainsi inscrit, en 2018, 4,8 Milliards de recettes exceptionnelles qu'on ne retrouvera pas demain.

Si on enlève ces sommes, nos comptes ne sont pas du tout en excédent, mais au contraire déficitaires d'un milliard !

Il faut que les Calédoniens le sachent : à cause de cette situation de déficit structurel laissé par la précédente majorité, la Nouvelle-Calédonie ne sera plus en capacité demain de payer ses dettes si rien n'est fait rapidement pour revenir à l'équilibre.

Nos bailleurs de fonds comme l'AFD hésitent désormais à nous prêter de quoi financer nos investissements et considèrent que nous allons devoir mettre en place un plan de redressement drastique.

Et comme si cela ne suffisait pas, notre endettement a dépassé le seuil d'alerte puisqu'il s'établit à présent à 91%, contre seulement 50% en 2014.

Voilà donc le triste bilan dont nous héritons ce jeudi 27 juin 2019 de la part de ~~la précédente majorité.~~

Alors que la Nouvelle-Calédonie traverse une crise économique d'une gravité rare, un appel commun récent de toutes les forces vives économiques vient nous rappeler à nous tous élus ici au Congrès, qu'il y a aujourd'hui urgence à mettre en place un Gouvernement qui puisse rendre l'espoir, rétablir la confiance des investisseurs, relancer notre économie et nos emplois.

Il y a urgence car la situation devient critique à la fois pour notre système de santé et pour nos finances publiques.

A l'Avenir En Confiance nous avons la conviction absolue que la sortie de cette situation est possible, si nous mettons tous ensemble en œuvre la politique économique et sociale de relance qui est attendue par nos concitoyens.

L'exemple de notre sœur du Pacifique, la Polynésie Française, est là pour nous montrer la voie.

Après dix années noires qui ont vu chuter régulièrement les emplois salariés, le retour à la stabilité politique et à une politique de relance économique volontaire ont permis d'inverser spectaculairement la tendance à partir de 2014.

Depuis l'emploi salarié n'a cessé de progresser, passant de 61.600 à 64.400 en 4 ans.

Le retour à la confiance et la reprise économique ont permis aux recettes du Pays de progresser de 8% entre 2018 et 2019, alors que la Polynésie a su réduire de façon régulière sa dette depuis 2014.

Il n'y a donc aucune fatalité. Il n'y a rien de plus que de très mauvaises politiques qu'il faut changer.

La reprise est à portée de main.

L'esprit pionnier et l'esprit d'entreprise sont toujours bien vivants en Nouvelle-Calédonie

Ils n'attendent pour s'exprimer que le retour à plus de liberté, plus de sécurité et plus de respect des institutions envers ceux qui choisiront d'investir ici, et osons le dire, un simple retour au bon sens économique.

Le 12 Mai les Calédoniens ont voté pour le changement. Cette volonté du peuple doit être respectée. Nous le devons à notre population qui a déjà assez souffert.

Messieurs les Elus, chers collègues, C'est notre devoir à tous de rendre ceci possible et sans perdre un jour de plus.

Je vous remercie.

